



**DEMANDE D'AUTORISATION DE CHANGEMENT D'USAGE  
DE LOCAUX D'HABITATION**  
au titre de l'article L. 631-7 du code de la construction et de l'habitation

**Formulaire et pièces jointes à déposer en trois exemplaires à la mairie**

**I. SITUATION DU LOCAL, OBJET DE LA DEMANDE :**

Adresse.....

Bâtiment : ..... Escalier : ..... Etage : ..... Porte : .....

Références cadastrales : .....

Numéro(s) de lot(s) du local (en cas de copropriété) : .....

Mode d'occupation (1) : Propriétaire - Copropriétaire - Locataire - Occupant à titre gratuit

Dernière utilisation du local (1) : - Habitation - Professionnel - Administratif - Commercial ou

Autres (à préciser) .....

Le règlement de copropriété prévoit-il un usage professionnel ?.....OUI - NON(1)

Nombre total de pièces: ..... Nombre total de pièces habitables .....

Nombre de pièces réservées : à l'habitation:..... à l'activité:.....

Surface habitable du logement :.....

Surface habitable réservé à l'activité :.....

NOM et adresse du propriétaire : .....

.....

Téléphone :.....Mail.....

NOM et adresse du syndic (A) et du gérant (B) :

A).....

Téléphone :.....Mail :.....

B).....

Téléphone :.....Mail .....

## II. IDENTIFICATION DU DEMANDEUR :

- Dénomination si personne morale : .....
- Nom et Prénom de la personne physique ou de représentant de la personne morale :
  - Mme  M .....
- Adresse personnelle : .....
- .....
- Téléphone : ..... Mail : .....

## III. PROFESSION DU DEMANDEUR :

Activité : .....

Profession libérale réglementée .....OUI - NON(1)

- S'il s'agit d'une création d'activité :

Préciser l'activité (libérale ou autre) exercée par le demandeur au cours des 12 derniers mois (éventuellement indiquer étudiant, chômeur, salarié, etc...) .....

.....

- S'il s'agit d'une extension d'activité :

Adresse du local (ou des locaux) utilisé(s) par ailleurs en France ou à l'étranger :

.....

.....

- S'il s'agit d'un transfert d'activité :

Situation du local précédemment occupé: .....

Adresse : .....

.....

Surface habitable : ..... Etage:.....

Surface réservée à l'activité.....

Mode d'occupation (1): propriétaire - copropriétaire - locataire - occupant à titre gratuit

Décision préfectorale n° : ..... (joindre une photocopie)

Nom et adresse du propriétaire (s'il n'est pas le demandeur) : .....

.....

**IV. SI UTILISATION DU LOCAL PAR D'AUTRES PROFESSIONNELS :**

Nom et activité de ces professionnels (le cas échéant, date et numéro des autorisations précédemment accordées):

1..... décision n°.....

2..... décision n°.....

Préciser la structure juridique au sein de laquelle ces professionnels vont exercer:

.....

**V. SI USAGE MIXTE :**

Noms, prénoms et qualités des personnes ayant leur résidence principale dans le local :

1..... 3.....

2..... 4.....

**VI. AUTRES ÉLÉMENTS QUE LE DEMANDEUR SOUHAITE PORTER A LA CONNAISSANCE DE L'ADMINISTRATION :**

(notamment si le local, objet de la demande, était précédemment occupé à un usage autre que l'habitation, préciser cette affectation et dans la mesure du possible, son origine) :

.....

.....

**VII. ENGAGEMENTS DU DEMANDEUR :**

- Compte tenu du caractère personnel et incessible de l'autorisation, je n'effectuerai dans ce local aucune modification qui aurait pour effet de rendre ce logement impropre à l'usage d'habitation ;
- Je restituerai le local à destination et à usage d'habitation après cessation de mon activité ;
- J'informerai l'administration de tout changement des conditions d'utilisation du local et notamment de la date à laquelle je cesserai d'y exercer mon activité (déclaration de changement de destination pour le retour à l'habitation) ;
- Je permettrai aux agents dûment habilités de l'administration de s'assurer ultérieurement, au besoin par la visite des locaux, que l'utilisation de ce logement est conforme aux termes de la présente demande ;
- Je certifie exacts tous les renseignements fournis ci-dessus.

Fait à ..... , le.....

Signature (avec indication du nom, prénom, et qualité du signataire)

## **LISTE DES PIÈCES A JOINDRE**

### **Pour toute demande :**

plan coté du local avec affectation future des pièces.

titre juridique d'occupation (locataire, propriétaire...).

extrait du règlement de copropriété autorisant ce type d'activité ou autorisation du syndic.

### **Selon la situation du demandeur :**

**Professions libérales réglementées** (officiers publics ou ministériels, auxiliaires médicaux, professions constituées en ordre professionnel...) :

copie de la carte professionnelle en cours de validité, ou attestation de l'inscription à l'ordre, ou à défaut le diplôme et attestation sur l'honneur certifiant que ce diplôme permet l'exercice de la profession,

en cas de remplacement d'un professionnel autorisé : copie de l'autorisation du professionnel antérieurement installé.

**Autres professions libérales :**

tout document (exemples : déclaration URSSAF, dernier avis d'imposition indiquant l'assujettissement aux bénéficiaires non commerciaux, RSI, CNAVPL...) justifiant l'exercice d'une profession libérale.

**Artisans :**

toute pièce justifiant la qualité d'artisan (ex : immatriculation au Répertoire des métiers).

**Demandsurs poursuivant une mission d'intérêt général :**

fiche de synthèse présentant le projet,

toute pièce justifiant l'intérêt général (copie des statuts, copie du décret de reconnaissance d'utilité publique, bilan et compte de résultats approuvés du dernier exercice, compte rendu de la dernière assemblée générale...).

**Associations et fondations :**

copie des statuts,

copie de la publication de la déclaration au Journal Officiel

### **À noter :**

La demande de changement d'usage au titre du code de la construction et de l'habitation doit être systématiquement accompagnée d'une demande d'autorisation de changement de destination au titre du code de l'urbanisme (déclaration préalable ou permis de construire selon le cas – formulaires Cerfa et liste des pièces à joindre à retrouver sur le site [service-public.fr](http://service-public.fr)).

Si le local est voué à accueillir du public, il convient également d'obtenir une autorisation de travaux au titre de l'article L.111-8 du code de la construction et de l'habitation relative aux établissements recevant du public (formulaire Cerfa et liste des pièces à joindre à retrouver sur le site [service-public.fr](http://service-public.fr)) avant toute ouverture au public.